

No. 48525*

**Cyprus
and
Israel**

Agreement between the Government of the Republic of Cyprus and the Government of the State of Israel on merchant shipping, Nicosia, 13 January 2010

Entry into force: *23 March 2011 by notification, in accordance with article 22*

Authentic texts: *English, Greek and Hebrew*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Cyprus, 11 May 2011*

**No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.*

**Chypre
et
Israël**

Accord entre le Gouvernement de la République de Chypre et le Gouvernement de l'État d'Israël relatif à la marine marchande. Nicosie, 13 janvier 2010

Entrée en vigueur : *23 mars 2011 par notification, conformément à l'article 22*

Textes authentiques : *anglais, grec et hébreu*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Chypre, 11 mai 2011*

** Numéro de volume RTNU n'a pas encore été établie pour ce dossier. Les textes reproduits ci-dessous, s'ils sont disponibles, sont les textes authentiques de l'accord/pièce jointe d'action tel que soumises pour l'enregistrement et publication au Secrétariat. Pour référence, ils ont été présentés sous forme de la pagination consécutive. Les traductions, s'ils sont inclus, ne sont pas en form finale et sont fournies uniquement à titre d'information.*

[AFGHAN TEXT – TEXTE AFGHAN]

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DE CHYPRE ET LE GOUVERNEMENT DE L'ÉTAT D'ISRAËL RELATIF A LA MARINE MARCHANDE

Le Gouvernement de la République de Chypre et le Gouvernement de l'État d'Israël (ci-après dénommés individuellement une « Partie contractante » et collectivement les « Parties contractantes »);

Désireux de renforcer les relations d'amitié qui existent entre les deux pays et d'intensifier leurs relations économiques;

Résolus à développer et à promouvoir la coopération entre les Parties contractantes dans le domaine de la marine marchande sur une base mutuellement avantageuse, conformément à leurs besoins et objectifs respectifs en matière de développement économique;

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier. Définitions

Aux fins du présent Accord :

(a) Le terme « navire » s'entend de tout navire marchand immatriculé dans le territoire et battant pavillon de l'une ou l'autre Partie contractante conformément à ses lois et réglementations. Ce terme inclut également les navires marchands qui ne battent pas pavillon de l'une ou l'autre Partie contractante mais sont identifiés par les deux Parties contractantes comme exploités ou gérés par des entreprises de transport maritime sous leur contrôle effectif. Cette définition exclut les navires de guerre, navires de guerre auxiliaires, navires de pêche et autres navires destinés ou utilisés à des fins non commerciales;

(b) Le terme « équipage » s'entend de toutes personnes, y compris le capitaine, effectivement employées sous contrat à bord d'un navire pendant un voyage et inscrites au rôle de l'équipage;

(c) Le terme « ports des Parties contractantes » s'entend des ports de mer, y compris les rades, sur le territoire du pays de l'une des Parties contractantes, qui sont agréés et ouverts à la marine marchande internationale;

(d) Le terme « entreprise de transport maritime » désigne une entité juridique qui est enregistrée sur le territoire de l'une ou l'autre Partie contractante conformément à ses lois et réglementations, ayant son siège de direction et de contrôle effectifs dans l'État de cette Partie contractante ou ses filiales enregistrées dans d'autres pays, exploitant des navires engagés dans le transport maritime.

Article 2. Champ d'application

Le présent Accord s'appliquera sur le territoire de la République de Chypre et sur le territoire de l'État d'Israël tels que définis dans leurs législations respectives.

Article 3. Autorités compétentes

(1) Les autorités compétentes chargées de l'application du présent Accord sont :

Dans le cas de la République de Chypre :

Le Ministère des communications et des travaux;

Dans le cas de l'État d'Israël :

Le Ministère des transports et de la sécurité routière – Autorité marine et portuaire

(2) Si l'une des autorités compétentes mentionnées dans le présent article change, le nom de la nouvelle autorité sera communiqué à l'autre Partie contractante par voie diplomatique.

Article 4. Coopération

Les Parties contractantes conviennent de coopérer sur la base de l'égalité des droits, de la réciprocité, des avantages réciproques et du principe de la libre navigation afin de développer leurs relations mutuelles.

Article 5. Domaines de coopération

(1) Les Parties contractantes sont convenues :

(a) De favoriser la participation de leurs navires au transport de marchandises entre leurs pays;

(b) De coopérer pour éliminer tout obstacle susceptible d'entraver le développement du commerce maritime entre leurs pays;

(c) Aux fins de l'utilisation effective de leurs navires, d'encourager autant que possible la participation de leurs navires au transport de marchandises entre leurs pays et à destination et en provenance de pays tiers;

(d) De mutuellement coopérer en faveur de l'emploi, de l'amélioration des conditions de travail et pour le bien-être de leurs gens de mer employés sur les navires de l'autre Partie contractante.

(2) Les dispositions du présent article n'affectent pas la participation de navires de pays tiers au commerce maritime entre les ports des Parties contractantes.

(3) Conformément au présent article, les entreprises de transport maritime de l'une ou l'autre Partie contractante peuvent convenir d'exploiter conjointement ou séparément des lignes régulières, ainsi que de conclure des accords de caractère technique et commercial relatifs à la navigation.

Article 6. Traitement des navires dans les ports

(1) Chacune des Parties contractantes accorde aux navires de l'autre Partie le même traitement que celui qu'elle accorde à ses propres navires engagés dans des traversées internationales en ce qui concerne le libre accès à ses ports, l'utilisation de ses ports pour le chargement et le déchargement des cargaisons, pour l'embarquement et le débarquement des passagers, le paiement des sommes dues, conformément à ses lois et réglementations nationales et pour la pratique des opérations commerciales habituelles et l'utilisation des services destinés à la navigation.

(2) Les dispositions du paragraphe (1) du présent article :

(a) Ne s'appliquent pas aux activités réservées par chacune des Parties contractantes pour ses organisations ou entreprises et en particulier pour le cabotage national;

(b) N'obligent pas les Parties contractantes à étendre aux navires des autres Parties contractantes les dispenses accordées à leurs propres navires en termes de règles de pilotage obligatoires;

(c) N'affectent pas les lois et règlements nationaux de l'une ou l'autre Partie contractante concernant l'entrée et le séjour des étrangers.

Article 7. Mesures visant à faciliter le trafic maritime

Les Parties contractantes prennent, dans les limites de leurs lois et règlements respectifs, toutes les mesures voulues afin d'éviter tout séjour inutilement long de leurs navires dans leurs ports et de simplifier autant que possible les formalités administratives, douanières et sanitaires dans ces ports.

Article 8. Documents des navires

(1) Chaque Partie contractante reconnaîtra la nationalité d'un navire de l'autre Partie contractante sur la base des documents de bord de ce navire, délivrés par l'autorité compétente de cette Partie contractante conformément à ses lois et réglementations.

(2) Les documents de bord du navire, y compris les documents relatifs au tonnage et à l'équipage, délivrés ou reconnus par l'autorité compétente d'une Partie contractante, seront acceptés par les autorités appropriées de l'autre Partie contractante.

Article 9. Reconnaissance des documents d'identité des gens de mer

(1) Chacune des Parties contractantes reconnaît les documents d'identité délivrés par les autorités appropriées de l'autre Partie contractante aux membres de l'équipage ressortissants de ladite Partie et accorde aux titulaires de ces documents les droits prévus aux articles 10 et 11 du présent Accord aux conditions précisées dans ces articles.

(2) Ces documents d'identité sont :

(a) Pour la République de Chypre : le passeport et le « Seafarer's Identification and Sea Service Record Book » délivré par les autorités appropriées de la République de Chypre; et

Pour l'État d'Israël : le passeport et le « Seaman's Book » délivré par les autorités appropriées de l'État d'Israël.

(b) Les dispositions des articles 10 et 11 du présent Accord sont applicables, mutatis mutandis, à toute personne qui, n'étant ni chypriote ni ressortissant israélien, est munie d'une pièce d'identité conformément aux dispositions de la Convention visant à faciliter le trafic maritime international de 1965. Ces pièces d'identité doivent être délivrées par un pays qui est partie à la convention concernée et la réadmission du titulaire dans le pays est garantie.

(c) Les dispositions des articles 10 et 11 du présent Accord s'appliquent, dans la mesure du possible, à toute personne employée comme membre de l'équipage d'un navire de l'une ou l'autre Partie contractante qui n'est ni un Chypriote ni un ressortissant israélien et qui est titulaire d'une pièce d'identité autre que celle mentionnée à l'alinéa (a) du paragraphe (2) du présent article.

Article 10. Droit des gens de mer à faire escale

(1) Pendant le séjour d'un navire de l'une des Parties contractantes dans un port de l'autre Partie contractante, chaque membre de l'équipage de ce navire est autorisé à faire escale sur le territoire de la municipalité à laquelle le port appartient, ainsi que sur les territoires des municipalités adjacentes, sans obligation de visa, à condition que cette personne puisse montrer la pièce d'identité mentionnée à l'article 9 du présent Accord. Toutefois, cette escale n'est autorisée que si le capitaine a fourni aux autorités appropriées du port une liste des membres de l'équipage, conformément aux réglementations en vigueur dans ce port.

(2) À leur descente à terre et à leur retour à bord, les personnes visées au paragraphe (1) sont tenues de se soumettre aux contrôles frontalier et douanier prévus dans ledit port.

(3) Chacune des Parties contractantes se réserve le droit de refuser l'entrée dans son territoire à des personnes à bord du navire qu'elle juge indésirables.

Article 11. Droit des gens de mer au passage en transit

(1) Les titulaires des pièces d'identité des gens de mer visées à l'article 9 du présent Accord, qui sont des ressortissants de l'une des Parties contractantes, sont autorisés à entrer sur le territoire de l'autre Partie contractante ou à traverser son territoire en transit, en tant que passagers d'un moyen de transport quelconque, pour rejoindre leur navire ou gagner un autre navire, rentrer dans leur pays ou à toute autre fin, avec le consentement des autorités compétentes de cette autre Partie contractante, à condition que le visa nécessaire soit délivré conformément aux lois et réglementations de la Partie contractante concernée.

(2) Lorsque le titulaire d'une pièce d'identité des gens de mer visée à l'article 9 du présent Accord n'est pas ressortissant de l'une des Parties contractantes, tout visa qui peut être requis aux fins mentionnées au paragraphe (1) du présent article, conformément à la législation nationale, doit être délivré, à condition que le retour au pays ayant délivré le document de voyage aux gens de mer soit garanti au titulaire.

Article 12. Coopération technique

Les Parties contractantes conviennent de se prêter mutuellement, si les moyens nécessaires sont disponibles, une assistance technique visant au développement de leurs flottes marchandes et en particulier, à la formation des gens de mer. À cette fin, les Parties contractantes encouragent, soutiennent et facilitent la coopération entre leurs établissements de formation appropriés et les organisations maritimes.

Article 13. Emploi des gens de mer

(1) Afin de doter en personnel qualifié en nombre suffisant les navires d'une Partie contractante, les propriétaires de navires de cette Partie contractante peuvent embaucher, conformément à ses lois et réglementations pertinentes des ressortissants qualifiés de l'autre Partie contractante. Les conditions d'emploi de ces ressortissants sur ces navires seront approuvées par les autorités appropriées du pays des gens de mer. À cet égard, les deux Parties contractantes s'efforcent de veiller à ce que ces conditions d'emploi soient respectées.

(2) Tout litige résultant du contrat de travail respectif entre le propriétaire de navire d'une Partie contractante et un marin de l'autre Partie contractante est soumis pour règlement exclusivement à la juridiction des tribunaux compétents ou des autorités appropriées de l'une des Parties contractantes.

Article 14. Établissement de représentations permanentes des entreprises de transport maritime

Les organisations et entreprises de transport maritime enregistrées, exerçant leurs activités et ayant leur siège social sur le territoire d'une Partie contractante ont le droit d'établir une représentation permanente sur le territoire de l'autre Partie contractante conformément aux lois et règlements de cette dernière.

Article 15. Accès des représentants aux ports

Chaque Partie contractante autorise, conformément à ses lois et règlements, aux représentants du Gouvernement, aux missions diplomatiques ou consulaires de l'autre Partie contractante, tous dûment habilités, ainsi qu'aux représentants des entreprises de transport maritime enregistrées sur le territoire de l'autre Partie contractante, l'entrée dans ses ports et l'embarquement à bord de navires de cette autre Partie contractante en vue d'y accomplir des missions liées aux activités de ces navires ou de leur équipage.

Article 16. Accidents maritimes

(1) Si un navire de l'une des Parties contractantes fait naufrage, s'échoue, est jeté sur le rivage ou subit tout autre accident au large des côtes du territoire de l'autre Partie contractante, le navire et la cargaison bénéficient sur le territoire de cette dernière Partie contractante des mêmes avantages et privilèges et acceptent les mêmes responsabilités

que ceux d'un navire de cette Partie et de cette cargaison dans un cas similaire. L'équipage et les passagers ainsi que le navire lui-même et sa cargaison se verront accorder à tout moment la même aide et la même assistance que dans le cas d'un navire national.

(2) La cargaison, le matériel, les aménagements, le ravitaillement ou autres articles sauvés d'un navire qui a subi un accident visé au paragraphe (1) du présent article, sont exempts de droits de douane, à moins qu'ils ne soient livrés à des fins d'utilisation ou de consommation sur le territoire de l'autre Partie contractante.

(3) Aucune des dispositions du paragraphe (2) du présent article ne sera interprétée comme empêchant l'application des lois et réglementations des Parties contractantes concernant le stockage temporaire de marchandises.

(4) Aucune des dispositions du présent article ne porte préjudice à toute demande d'assistance à un navire et à sa cargaison.

(5) L'autorité compétente de la Partie contractante sur le territoire de laquelle un navire de l'autre Partie contractante a subi un accident, tel que décrit au paragraphe (1), notifie immédiatement le représentant consulaire le plus proche de l'autre Partie contractante de cet événement et mène une enquête sur la cause de cet accident ou accorde toute l'aide possible pour mener cette enquête.

Article 17. Ports fermés

Nonobstant les dispositions du présent Accord, les navires et les bateaux de plaisance appartenant à une entreprise de transport maritime de l'une des Parties contractantes ou gérés ou affrétés par cette entreprise, n'entrent pas dans un port de l'autre Partie contractante que cette dernière a fermé à la navigation internationale.

Article 18. Juridiction sur les membres de l'équipage

(1) Les autorités judiciaires d'une Partie contractante n'exercent pas leur juridiction dans des affaires civiles relatives à un membre de l'équipage d'un navire de l'autre Partie contractante sans le consentement du capitaine du navire ou d'un agent diplomatique ou consulaire de cette autre Partie contractante.

Lorsqu'un membre de l'équipage d'un navire d'une Partie contractante a commis à bord de ce navire une infraction pendant qu'il était dans les eaux territoriales de l'autre Partie contractante, les autorités appropriées de cette autre Partie contractante n'exerceront pas de juridiction pénale à son encontre sans le consentement du capitaine du navire ou d'un agent diplomatique ou consulaire de la première Partie contractante sauf si :

(a) Les conséquences de l'infraction s'étendent au territoire de l'État où se trouve le navire; ou

(b) L'infraction perturbe l'ordre public dans cet État ou sa sécurité; ou

(c) L'infraction est commise par ou à l'encontre d'un ressortissant de cet État; ou

(d) L'infraction est commise à l'encontre d'une personne qui n'est pas membre de l'équipage du navire sur lequel l'infraction a été commise; ou

(e) Il est primordial d'engager une procédure pénale pour la suppression du trafic de drogue.

(3) La cause et le résultat de toute procédure ou investigation engagée au titre des clauses (a) à (c) du paragraphe (2) du présent article seront communiqués aux autorités compétentes de la Partie contractante concernée, par l'intermédiaire de l'agent diplomatique ou consulaire de l'autre Partie contractante.

(4) Les dispositions du paragraphe (2) du présent article ne portent pas atteinte au droit des autorités compétentes des Parties contractantes dans toutes les affaires concernant l'application de leurs lois et règlements pertinents, en particulier ceux relatifs à l'entrée d'étrangers, aux douanes, à la santé publique et autres mesures de contrôle de la sûreté des navires et des ports, de la protection de la vie humaine et de la sécurité des marchandises.

Article 19. Obligations internationales

(1) Les dispositions du présent Accord n'affecteront pas les droits et obligations des Parties contractantes découlant de conventions maritimes internationales contraignantes pour les deux Parties contractantes et de leur appartenance à des organisations internationales, et notamment aux organisations d'intégration économique régionale.

(2) Sauf disposition contraire du présent Accord, les lois et règlements de chaque Partie contractante sont d'application.

Article 20. Comité maritime mixte

(1) Afin d'assurer la mise en œuvre efficace du présent Accord, un Comité maritime mixte est mis en place. Il est composé de représentants des administrations et d'experts nommés par les Parties contractantes.

(2) Ce comité examine les questions d'intérêt mutuel dans le secteur de la marine et traite tout problème persistant susceptible d'apparaître au cours de l'application du présent Accord.

(3) Une réunion de ce Comité peut être organisée à la demande de l'une ou l'autre des Parties contractantes.

Article 21. Règlement des différends

(1) Tout différend concernant l'interprétation et/ou à l'application du présent Accord est réglé par voie de négociations directes entre les autorités compétentes des Parties contractantes.

(2) Si ces autorités ne parviennent pas à se mettre d'accord, le différend est réglé par voie diplomatique.

Article 22. Entrée en vigueur

(1) Le présent Accord entrera en vigueur trente (30) jours après la réception de la dernière notification, par la voie diplomatique, signifiant sa ratification conformément aux procédures et formalités juridiques nationales de chaque Partie contractante.

(2) Le présent Accord restera en vigueur pour une période indéfinie et il peut être dénoncé par l'une ou l'autre des Parties contractantes moyennant notification écrite transmise par la voie diplomatique à l'autre Partie contractante. La dénonciation prendra effet six (6) mois après la date de réception de cette notification par ladite Partie contractante.

Article 23. Amendements

Tout changement ou modification apportés au présent Accord sera convenu par écrit entre les Parties contractantes et entrera en vigueur selon la même procédure que celle décrite à l'article 22.

EN FOI DE QUOI, les représentants dûment autorisés des Parties contractantes ont signé le présent Accord.

FAIT en deux exemplaires à Nicosie le 13 janvier 2010, correspondant au 27 Tevet 5770 du calendrier hébreu, en langues grecque, hébraïque et anglaise, tous les textes faisant également foi. En cas de divergence d'interprétation, le texte anglais prévaut.

Pour le Gouvernement de la République de Chypre :

NIKOS NIKOLAIDES

Pour le Gouvernement de l'État d'Israël :

AVIGDOR LIBERMAN

[ENGLISH TEXT – TEXTE ANGLAIS]

AGREEMENT
BETWEEN
THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CYPRUS
AND
THE GOVERNMENT OF THE STATE OF ISRAEL
ON MERCHANT SHIPPING

The Government of the Republic of Cyprus and the Government of the State of Israel (hereinafter referred to individually as a "Contracting Party" and collectively as the "Contracting Parties");

DESIRING to strengthen the friendly relations existing between the two countries and to intensify their economic relations;

AIMING to develop and promote cooperation between the Contracting Parties in the field of merchant shipping on a mutually advantageous basis in accordance with their respective needs and objectives for economic development;

HAVE AGREED as follows:

ARTICLE 1
DEFINITIONS

For the purposes of this Agreement:

- (a) the term "vessel" shall mean any merchant vessel registered in the territory and flying the national flag of either Contracting Party in accordance with its laws and regulations. This term shall also include merchant ships which do not fly the flag of either Contracting Party but are specified by the two Contracting Parties as operated or managed by shipping enterprises under their effective control. This definition excludes warships, auxiliary warships, fishing vessels and other vessels destined or used for non-commercial purposes;

- (b) the term "crew" shall mean all persons, including the master actually employed under contract for duties on board a vessel during a voyage and included in the crew list;
- (c) the term "ports of the Contracting Parties" shall mean seaports including roadsteads, in the territory of the country of either Contracting Party which are approved and open to international merchant shipping.
- (d) the term, "shipping enterprise" shall mean a legal entity which is registered in the territory of either Contracting Party in accordance with its laws and regulations, having its place of actual control and management in the State of that Contracting Party and/or its subsidiaries registered in other countries, operating vessels engaged in international maritime transport.

ARTICLE 2
SCOPE OF APPLICATION

This Agreement shall be applied in the territory of the Republic of Cyprus and in the territory of the State of Israel as defined in their respective laws.

ARTICLE 3
COMPETENT AUTHORITIES

- (1) The competent authorities for the implementation of this Agreement are:

In the case of the Republic of Cyprus:
The Ministry of Communications and Works;

In the case of the State of Israel:
The Ministry of Transport and Road Safety - Shipping and Port Authority

- (2) In case any of the competent authorities mentioned in this Article is changed, the name of the new authority shall be communicated to the other Contracting Party through diplomatic channels.

ARTICLE 4
COOPERATION

The Contracting Parties agree to cooperate on the basis of equal rights, reciprocity, mutual benefit and the principle of freedom of navigation in order to develop the relations between them.

ARTICLE 5
AREAS OF COOPERATION

- (1) The Contracting Parties agree:
 - (a) to promote participation of their vessels in the transportation of goods between their countries;
 - (b) to cooperate in eliminating any hindrances which may hamper the development of sea trade between their countries;
 - (c) for the purpose of effectively utilizing their vessels, to encourage the participation of their vessels, as far as possible, in the transportation of goods between their countries and to and from third countries;
 - (d) to cooperate for the employment, improvement of conditions of work and for the welfare of their seamen employed on each other's vessels.
- (2) The provisions of this Article shall not affect the participation of vessels of third countries in the sea trade between the ports of the Contracting Parties.
- (3) In conformity with this Article the shipping enterprises of either Contracting Party may agree to operate jointly or separately liner services as well as to conclude agreements on technical and commercial matters related to shipping.

ARTICLE 6
TREATMENT OF VESSELS AT PORTS

- (1) Each Contracting Party shall afford to vessels of the other Contracting Party the same treatment as it affords to its own vessels engaged in international voyages in respect of free access to its ports, use of its ports for loading and unloading of cargoes, for embarking and disembarking passengers, payment of dues, in accordance with its national laws and regulations and for exercising normal commercial operations and use of services related to navigation.
- (2) The provisions of paragraph (1) of this Article shall not:-
 - (a) apply to the activities reserved by each of the Contracting Parties for its organizations or enterprises including in particular national cabotage;
 - (b) oblige a Contracting Party to extend to vessels of the other Contracting Party exemptions from compulsory pilotage requirements granted to its own vessels;
 - (c) affect the national laws and regulations of either Contracting Party concerning entry and stay of foreigners.

ARTICLE 7
FACILITATION OF MARITIME TRAFFIC

The Contracting Parties shall adopt, within the limits of their respective laws and regulations, all appropriate measures to reduce unnecessary delays to vessels in their ports and to simplify, as far as possible, the carrying out of administrative, customs and sanitary formalities applicable in these ports.

ARTICLE 8
VESSELS DOCUMENTS

- (1) Each Contracting Party shall recognize the nationality of a vessel of the other Contracting Party on the basis of the documents on board that vessel issued by the competent authority of that Contracting Party in accordance with its laws and regulations.
- (2) Vessel's documents on board, including documents in relation to the tonnage and the crew, issued or recognized by the competent authority of one Contracting Party shall be accepted by the appropriate authorities of the other Contracting Party.

ARTICLE 9
RECOGNITION OF SEAFARERS IDENTITY DOCUMENTS

- (1) Each of the Contracting Parties shall recognize the identity documents issued by the appropriate authorities of the other Contracting Party to members of the crew who are nationals of that Contracting Party and shall grant to the holders of such documents the rights provided for in Articles 10 and 11 of this Agreement under the conditions stipulated therein.
- (2) These identity documents are:
 - (a) for the Republic of Cyprus: The Passport and the Seafarer's Identification and Sea Service Record Book issued by the appropriate authorities of the Republic of Cyprus; and
for the State of Israel: The Passport and the Seaman's Book issued by the appropriate authorities of the State of Israel.
 - (b) the provisions of Articles 10 and 11 of this Agreement shall be accordingly applied to any person who is neither a Cypriot nor an Israeli national but holds identity documents corresponding to the provisions of the Convention on Facilitation of International Maritime Traffic, 1965. Such identity documents must be issued by a country which is party to the relevant convention and the readmission of the bearer to that country is guaranteed;

- (c) the provisions of Articles 10 and 11 of this Agreement shall apply, to the extent possible, to any person employed as a member of the crew of a vessel of either Contracting Party, who is neither a Cypriot nor an Israeli national and holds an identity document other than that mentioned in paragraph (2) (a) of this Article.

ARTICLE 10
SEAFARERS RIGHT TO SHORE LEAVE

- (1) During the time a vessel of one Contracting Party is in a port of the other Contracting Party, each crew member of that vessel shall be permitted shore leave in the territory of the municipality to which the port belongs, as well as in the territories of adjacent municipalities, without visa being required, provided that this person can show a relevant identity document mentioned in Article 9 of this Agreement. However, such leave shall only be permitted if the master has submitted to the appropriate authorities at the port a crew list on which the crew members appear, in accordance with the regulations in force in that port.
- (2) While landing and returning to the vessel, the persons mentioned in paragraph (1) are subject to frontier and customs control in force in that port.
- (3) Each of the Contracting Parties reserves the right to deny entry to its territory to persons on board the vessel whom it considers undesirable.

ARTICLE 11
SEAFARERS RIGHT TO TRANSIT PASSAGE

- (1) Holders of the seaman's identity documents specified in Article 9 of this Agreement, who are nationals of either Contracting Party, are permitted as passengers of any means of transport to enter the territory of the other Contracting Party or to pass through its territory in transit whenever they are on the way to their vessel or moving to another vessel, on the way to their country or going for any other purpose with the consent of the competent authorities of this other Contracting Party, provided the necessary visa is issued in accordance with the laws and regulations of the relevant Contracting Party.
- (2) In case the holder of the seaman's identity documents specified in Article 9 of this Agreement is not a national of either Contracting Party, any visa that may be required for the purpose referred to in paragraph (1) of this Article, in accordance with the national legislation, is to be issued provided that the return to the country which has issued the seaman's traveling document is guaranteed to the holder.

ARTICLE 12
TECHNICAL COOPERATION

The Contracting Parties agree to render to each other, if the facilities are available, technical assistance for the development of their merchant fleets, including training of seamen. For this purpose, the Contracting Parties shall encourage, support and facilitate cooperation between their appropriate training institutions and maritime organizations.

ARTICLE 13
EMPLOYMENT OF SEAFARERS

- (1) For the safe manning of vessels of the one Contracting Party with qualified personnel, shipowners of that Contracting Party may engage, in accordance with its relevant laws and regulations, qualified nationals of the other Contracting Party. The terms of employment of such nationals on these vessels shall be approved by the appropriate authorities of the seamen's country. In this regard both Contracting Parties shall exert their best efforts to ensure that these terms of employment are adhered to.
- (2) Any dispute arising out of the respective contract of employment between a shipowner of the one Contracting Party and a seaman of the other Contracting Party, shall be referred for settlement solely to the exclusive jurisdiction of the competent courts or the appropriate authorities of either Contracting Party.

ARTICLE 14
ESTABLISHMENT OF PERMANENT SHIPPING ENTERPRISES
REPRESENTATIONS

Shipping organizations and enterprises registered, operating and having their registered office in the territory of one Contracting Party shall be entitled to establish permanent representation in the territory of the other Contracting Party in accordance with the latter's laws and regulations.

ARTICLE 15
ACCESS OF REPRESENTATIVES AT PORTS

Each Contracting Party shall, in accordance with its laws and regulations, allow authorized government representatives, diplomatic or consular missions of the other Contracting Party, as well as representatives of shipping enterprises registered in the territory of the other Contracting Party to enter its ports and board vessels of that other Contracting Party in order to perform duties related to the activities of these vessels or their crew.

ARTICLE 16
MARINE CASUALTIES

- (1) If a vessel of one Contracting Party is shipwrecked, runs aground, is cast ashore, or suffers any other casualty off the coast of the territory of the other Contracting Party, the vessel and the cargo shall enjoy in the territory of the latter Contracting Party the same benefits and privileges and accept the same liabilities of a vessel of that Contracting Party and its cargo in a similar case. The crew and passengers as well as the vessel itself and its cargo shall be granted at any time help and assistance to the same extent as in the case of a national vessel.
- (2) The cargo, equipment, fittings, stores or other articles salvaged from a vessel which has suffered a casualty referred to in paragraph (1) of this Article, shall not be liable to customs duties, unless they are delivered for use or consumption in the territory of the other Contracting Party.
- (3) Nothing in the provisions of paragraph (2) of this Article shall be construed so as to preclude the application of the laws and regulations of the Contracting Parties with regard to the temporary storage of goods.
- (4) Nothing in this Article shall prejudice any claim for salvage in respect of any help or assistance given to a vessel and its cargo.
- (5) The competent authority of one Contracting Party in whose territory a vessel of the other Contracting Party has suffered a casualty, as described in paragraph (1), shall immediately notify of the event the nearest consular representative of the other Contracting Party and conduct an investigation into the cause of the casualty or provide every possible assistance for carrying out such investigation.

ARTICLE 17
CLOSED PORTS

Notwithstanding the provisions of this Agreement, vessels and recreational craft belonging to or operated or chartered by a shipping enterprise of the one Contracting Party shall not enter a port of the other Contracting Party which has been closed to international shipping by the latter Contracting Party.

ARTICLE 18
JURISDICTION ON CREW MEMBERS

- (1) The judicial authorities of one Contracting Party shall not exercise jurisdiction on civil cases relating to a member of the crew of a vessel of the other Contracting Party, unless the consent of the master of the vessel, or a competent diplomatic or consular officer of that other Contracting Party is given.

- (2) Where a member of the crew of a vessel of one Contracting Party has committed aboard such vessel a crime while it is in the territorial waters of the other Contracting Party, the appropriate authorities of that other Contracting Party shall not exercise criminal jurisdiction against him without the consent of the master of the vessel or a competent diplomatic or consular officer of the first Contracting Party unless:
- (a) the consequences of the crime extend to the territory of the State where the vessel lies; or
 - (b) the crime disturbs the public order in that State or its security; or
 - (c) the crime is committed by or against a national of that State; or
 - (d) the offence is committed against a person who is not a member of the crew of the vessel on which the crime was committed; or
 - (e) the initiation of criminal proceedings is essential for the suppression of drug trafficking.
- (3) The cause and the result of any investigation/proceedings, initiated under clause (a) to (c) of paragraph (2) of this Article shall be communicated to the competent authorities of the Contracting Party concerned, through the diplomatic or consular officer of the other Contracting Party.
- (4) The provisions of paragraph (2) of this Article shall not prejudice the right of the competent authorities of the Contracting Parties in all matters concerning the enforcement of their relevant laws and regulations, especially those relating to the entry of aliens, customs, public health and other measures of control over the safety of vessels and ports, the protection of human life and the security of goods.

ARTICLE 19
INTERNATIONAL OBLIGATIONS

- (1) The provisions of this Agreement shall not affect the rights and obligations of the Contracting Parties arising out of international maritime conventions binding on both Contracting Parties and their membership to international organizations, particularly regional economic integration organizations.
- (2) Unless otherwise provided in this Agreement, the laws and regulations of each Contracting Party shall be applied.

ARTICLE 20
JOINT MARITIME COMMITTEE

- (1) For the purpose of ensuring the effective implementation of this Agreement, a Joint Maritime Committee is set up composed of representatives of the administrations and experts appointed by the Contracting Parties.
- (2) This Committee shall consider matters of mutual interest in the field of shipping and deal with any persistent problem which may arise in the course of the application of this Agreement.
- (3) A meeting of this Committee may be convened at the request of either Contracting Party.

ARTICLE 21
SETTLEMENT OF DIFFERENCES

- (1) Any difference concerning interpretation and/or application of this Agreement shall be settled by means of direct negotiations between the competent authorities of the Contracting Parties.
- (2) In case these authorities do not reach an agreement, the difference shall be settled through diplomatic channels.

ARTICLE 22
ENTRY INTO FORCE

- (1) This Agreement shall enter into force thirty (30) days after the receipt of the last notification through diplomatic channels signifying its ratification in accordance with the national legal requirements and procedures of each Contracting Party.
- (2) This Agreement is concluded for an unlimited period and it may be denounced by either Contracting Party by giving a written notification to the other Contracting Party through diplomatic channels. The denunciation shall take effect six (6) months after the date such notification is received by that Contracting Party.

ARTICLE 23
AMENDMENTS

Any alteration of or amendment to this Agreement shall be agreed upon in writing between the Contracting Parties and shall enter into force following the same procedure as described in Article 22.

In witness thereof, the undersigned, being duly authorized thereto, have signed this Agreement.

Done at Nicosia, this 13 day of January 2010, which corresponds to the 27 day of Tevet 5770 in the Hebrew calendar, in duplicate, in Greek, Hebrew and English languages, all texts being equally authentic. In case of divergence of interpretation, the English text shall prevail.



**For the Government
of the Republic of Cyprus**



**For the Government
of the State of Israel**

[GREEK TEXT – TEXTE GREC]

ΣΥΜΦΩΝΙΑ ΜΕΤΑΞΥ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΗΣ
ΤΗΣ ΚΥΠΡΙΑΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΑΙ
ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΗΣ ΤΟΥ ΚΡΑΤΟΥΣ ΤΟΥ ΙΣΡΑΗΛ
ΓΙΑ ΤΗΝ ΕΜΠΟΡΙΚΗ ΝΑΥΤΙΑΙΑ

Η Κυβέρνηση της Κυπριακής Δημοκρατίας και η Κυβέρνηση του Κράτους του Ισραήλ (που εξής θα αναφέρονται μεμονωμένα ως « Συμβαλλόμενο Μέρος» και συλλογικά ως «Συμβαλλόμενα Μέρη»)

Επιθυμώντας να ενδυναμώσουν τις φιλικές σχέσεις που υπάρχουν μεταξύ των δύο χωρών και να ενισχύσουν τις οικονομικές τους σχέσεις

Επιδιώκοντας να αναπτύξουν και προωθήσουν τη συνεργασία μεταξύ των Συμβαλλόμενων Μερών στον τομέα της εμπορικής ναυτιλίας με βάση το αμοιβαίο όφελος, σύμφωνα με τις αντίστοιχες ανάγκες και τους σκοπούς τους για οικονομική ανάπτυξη

Έχουν συμφωνήσει τα ακόλουθα:

ΑΡΘΡΟ 1
ΟΡΙΣΜΟΙ

Για το σκοπό της παρούσας Συμφωνίας:

- (α) Ο όρος «πλοίο» σημαίνει οποιοδήποτε εμπορικό πλοίο το οποίο είναι εγγεγραμμένο στην επικράτεια και φέρει τη σημαία είτε του ενός είτε του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους σύμφωνα με τους νόμους και κανονισμούς του . Ο όρος αυτός θα περιλαμβάνει επίσης εμπορικά πλοία τα οποία δε φέρουν τη σημαία κανενός από τα Συμβαλλόμενα Μέρη αλλά τα οποία ορίζονται από τα δύο Συμβαλλόμενα Μέρη ότι λειτουργούνται ή διαχειρίζονται από ναυτιλιακές επιχειρήσεις οι οποίες βρίσκονται υπό τον πραγματικό τους έλεγχο. Ο ορισμός αυτός εξαιρεί πολεμικά πλοία, βοηθητικά πολεμικά πλοία, αλιευτικά σκάφη και άλλα σκάφη που προορίζονται ή χρησιμοποιούνται για μη εμπορικούς σκοπούς
- (β) Ο όρος «πλήρωμα» σημαίνει όλα τα πρόσωπα, συμπεριλαμβανομένου του πλοιάρχου, τα οποία πράγματι εργοδοτούνται με συμβόλαιο για καθήκοντα πάνω σε πλοίο κατά τη διάρκεια ταξιδιού και συμπεριλαμβάνονται στον κατάλογο πληρώματος
- (γ) Ο όρος «λιμάνια των Συμβαλλόμενων Μερών» σημαίνει θαλάσσια λιμάνια, συμπεριλαμβανομένων των αγκυροβολίων, στην επικράτεια της χώρας είτε του ενός είτε του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους τα οποία είναι εγκεκριμένα και ανοιχτά στη διεθνή ναυτιλία

- (δ) Ο όρος «ναυτιλιακή επιχείρηση» σημαίνει τη νομική οντότητα η οποία είναι εγγεγραμμένη στην επικράτεια είτε του ενός είτε του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους σύμφωνα με τους νόμους και κανονισμούς του και έχει την έδρα του πραγματικού ελέγχου και της διαχείρισης στο Κράτος του Συμβαλλόμενου Μέρους και ή τις θυγατρικές της οι οποίες είναι εγγεγραμμένες σε άλλες χώρες, και διαχειρίζονται πλοία τα οποία εμπλέκονται σε διεθνείς ναυτιλιακές μεταφορές.

ΑΡΘΡΟ 2 ΠΕΔΙΟ ΕΦΑΡΜΟΓΗΣ

Η παρούσα Συμφωνία εφαρμόζεται στην επικράτεια της Κυπριακής Δημοκρατίας και στην επικράτεια του Κράτους του Ισραήλ , όπως καθορίζεται από τις νομοθεσίες τους.

ΑΡΘΡΟ 3 ΑΡΜΟΔΙΕΣ ΑΡΧΕΣ

- (1) Οι αρμόδιες αρχές για την εφαρμογή αυτής της Συμφωνίας είναι:
- Στην περίπτωση της Κυπριακής Δημοκρατίας :
Το Υπουργείο Συγκοινωνιών και Έργων
 - Στην περίπτωση του Κράτους του Ισραήλ:
Το Υπουργείο Μεταφορών και Οδικής Ασφάλειας – Ναυτιλιακή και Λιμενική Αρχή.
- (2) Σε περίπτωση που οποιαδήποτε από τις αρμόδιες αρχές που αναφέρονται στο Άρθρο αυτό αλλάξει, το όνομα της νέας αρχής θα γνωστοποιείται στο άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος μέσω της διπλωματικής οδού.

ΑΡΘΡΟ 4 ΣΥΝΕΡΓΑΣΙΑ

Τα Συμβαλλόμενα Μέρη συμφωνούν να συνεργάζονται με βάση την αρχή των ίσων δικαιωμάτων, της αμοιβαιότητας, του αμοιβαίου οφέλους και την αρχή της ελευθερίας της ναυσιπλοΐας με σκοπό τη βελτίωση των μεταξύ τους σχέσεων.

ΑΡΘΡΟ 5 ΤΟΜΕΙΣ ΣΥΝΕΡΓΑΣΙΑΣ

- (1) Τα Συμβαλλόμενα Μέρη συμφωνούν:
- (α) να προάγουν τη συμμετοχή των πλοίων τους στη μεταφορά αγαθών μεταξύ των χωρών τους

- (β) να συνεργάζονται για την εξάλειψη κάθε εμποδίου, το οποίο δυνατό να εμποδίζει την ανάπτυξη του θαλάσσιου εμπορίου μεταξύ των χωρών τους
 - (γ) με σκοπό την αποτελεσματική εκμετάλλευση των πλοίων τους, να ενθαρρύνουν τη συμμετοχή των πλοίων τους, όσο το δυνατό, στη μεταφορά αγαθών μεταξύ των χωρών τους και προς και από τρίτες χώρες
 - (δ) να συνεργάζονται για την εργοδότηση, βελτίωση των συνθηκών εργασίας και για την ευημερία των ναυτικών τους που εργοδοτούνται στα πλοία τους.
- (2) Οι πρόνοιες του Άρθρου αυτού δε θα επηρεάζουν τη συμμετοχή των πλοίων τρίτων χωρών στο θαλάσσιο εμπόριο μεταξύ των λιμανιών των Συμβαλλόμενων Μερών.
- (3) Προς το σκοπό της εφαρμογής του Άρθρου αυτού, οι ναυτιλιακές επιχειρήσεις είτε του ενός είτε του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους μπορούν να συμφωνούν να εκτελούν, από κοινού ή χωριστά, τακτικές γραμμές καθώς επίσης να συνάπτουν συμφωνίες για τεχνικά και εμπορικά θέματα σχετικά με τη ναυτιλία.

ΑΡΘΡΟ 6 ΜΕΤΑΧΕΙΡΙΣΗ ΠΛΟΙΩΝ ΣΕ ΛΙΜΑΝΙΑ

- (1) Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος θα χορηγεί στα πλοία του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους την ίδια μεταχείριση την οποία παρέχει στα δικά του πλοία τα οποία εκτελούν διεθνή ταξίδια αναφορικά με την ελεύθερη πρόσβαση στα λιμάνια του, τη χρήση των λιμανιών του για φόρτωση και εκφόρτωση φορτίων, την επιβίβαση και αποβίβαση επιβατών, την πληρωμή των δασμών σύμφωνα με τους εθνικούς νόμους και κανονισμούς και την άσκηση συνηθισμένων εμπορικών επιχειρήσεων και τη χρησιμοποίηση υπηρεσιών σχετικών με τη ναυσιπλοΐα.
- (2) Οι πρόνοιες της παραγράφου (1) του Άρθρου αυτού:
- (α) δε θα εφαρμόζονται σε δραστηριότητες που διαφυλάσσονται από το καθένα από τα Συμβαλλόμενα Μέρη για τους οργανισμούς ή τις επιχειρήσεις τους συμπεριλαμβανομένης ειδικότερα της εθνικής ακτοπλοΐας
 - (β) δε θα υποχρεώνουν Συμβαλλόμενο Μέρος να επεκτείνει στα πλοία του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους εξαιρέσεις από τις απαιτήσεις για υποχρεωτική πλοήγηση που χορηγούνται στα δικά του πλοία
 - (γ) δε θα επηρεάζουν τους εθνικούς νόμους και κανονισμούς οποιουδήποτε Συμβαλλόμενου Μέρους που αφορούν στην είσοδο και στην παραμονή αλλοδαπών.

ΑΡΘΡΟ 7
ΔΙΕΥΚΟΛΥΝΣΗ ΝΑΥΤΙΛΙΑΚΗΣ ΚΙΝΗΣΗΣ

Τα Συμβαλλόμενα Μέρη θα υιοθετούν, μέσα στα πλαίσια των αντίστοιχων νόμων και κανονισμών τους, όλα τα κατάλληλα μέτρα για να μειώνουν άσκοπες καθυστερήσεις πλοίων στα λιμάνια τους και να απλουστεύουν, στο μέτρο του δυνατού, τις διοικητικές, τελωνειακές και υγειονομικές διατυπώσεις που εφαρμόζονται στα λιμάνια.

ΑΡΘΡΟ 8
ΕΓΓΡΑΦΑ ΤΩΝ ΠΛΟΙΩΝ

- (1) Καθένα Συμβαλλόμενο Μέρος θα αναγνωρίζει την εθνικότητα ενός πλοίου του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους με βάση τα έγγραφα που βρίσκονται πάνω σε εκείνο το πλοίο τα οποία έχουν εκδοθεί από την αρμόδια αρχή εκείνου του Συμβαλλόμενου Μέρους σύμφωνα με τους εθνικούς νόμους και κανονισμούς του.
- (2) Τα έγγραφα πλοίου που βρίσκονται πάνω σ' αυτό, συμπεριλαμβανομένων των εγγράφων που αφορούν στη χωρητικότητα και στο πλήρωμα, που εκδόθηκαν ή αναγνωρίστηκαν από την αρμόδια αρχή του ενός Συμβαλλόμενου Μέρους θα είναι αποδεκτά από τις αρμόδιες αρχές του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους.

ΑΡΘΡΟ 9
ΑΝΑΓΝΩΡΙΣΗ ΕΓΓΡΑΦΩΝ ΤΑΥΤΟΤΗΤΑΣ ΝΑΥΤΙΚΩΝ

- (1) Καθένα Συμβαλλόμενο Μέρος θα αναγνωρίζει τα έγγραφα ταυτότητας που εκδίδονται από τις αρμόδιες αρχές του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους σε μέλη του πληρώματος που είναι υπήκοοι εκείνου του Συμβαλλόμενου Μέρους και θα χορηγεί στους κατόχους τέτοιων εγγράφων τα δικαιώματα που προνοούνται στα Άρθρα 10 και 11 της παρούσας Συμφωνίας σύμφωνα με τους όρους που αναφέρονται σε αυτή.
- (2) Αυτά τα έγγραφα ταυτότητας είναι:
 - (α) στην περίπτωση της Κυπριακής Δημοκρατίας: Το Διαβατήριο και το Βιβλιάριο Ταυτότητας και Θαλάσσιας Υπηρεσίας Ναυτικού που εκδίδονται από τις αρμόδιες αρχές της Κυπριακής Δημοκρατίας και στην περίπτωση του Κράτους του Ισραήλ: Το Διαβατήριο και το Ναυτικό Φυλλάδιο που εκδίδονται από τις αρμόδιες αρχές του Κράτους του Ισραήλ
 - (β) Οι πρόνοιες των Αρθρων 10 και 11 της παρούσας Συμφωνίας θα εφαρμόζονται ανάλογα σε οποιοδήποτε πρόσωπο το οποίο δεν είναι Κύπριος υπήκοος ή υπήκοος του Ισραήλ, ο οποίος όμως κατέχει έγγραφα ταυτότητας που ανταποκρίνονται στις διατάξεις της Σύμβασης για τη Διευκόλυνση της Διεθνούς Ναυτιλιακής Κίνησης 1965. Τέτοια έγγραφα ταυτότητας πρέπει να εκδοθούν από μια χώρα που είναι μέλος της σχετικής σύμβασης και η επανείσοδος του κατόχου στη χώρα αυτή είναι εγγυημένη.

(γ) Οι πρόνοιες των Άρθρων 10 και 11 της παρούσας Συμφωνίας εφαρμόζονται, στο μέτρο του δυνατού, σε οποιοδήποτε πρόσωπο που εργοδοτείται ως μέλος του πληρώματος οποιουδήποτε από τα Συμβαλλόμενα Μέρη που δεν είναι Κύπριος υπήκοος ή υπήκοος του Ισραήλ και κατέχει έγγραφο ταυτότητας άλλο από εκείνο που αναφέρεται στην παράγραφο(2)(α) του Άρθρου αυτού.

ΑΡΘΡΟ 10

ΔΙΑΚΑΙΩΜΑ ΝΑΥΤΙΚΩΝ ΓΙΑ ΑΔΕΙΑ ΣΤΗΝ ΞΗΡΑ

- (1) Κατά τη διάρκεια της παραμονής πλοίου ενός Συμβαλλόμενου Μέρους σε λιμάνι του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους, θα επιτρέπεται σε κάθε μέλος του πληρώματος εκείνου του πλοίου να μεταβεί με άδεια στην ξηρά στην επικράτεια του δήμου όπου βρίσκεται το λιμάνι καθώς επίσης και στις περιοχές γειτνιαζόντων δήμων χωρίς θεώρηση, νοουμένου ότι αυτός μπορεί να δείξει το σχετικό έγγραφο ταυτότητας που αναφέρεται στο Άρθρο 9 της παρούσας Συμφωνίας. Όμως, τέτοια άδεια θα επιτρέπεται μόνο αν ο πλοίαρχος έχει υποβάλει στις αρμόδιες αρχές στο λιμάνι, κατάλογο πληρώματος που περιέχει τα ονόματα των μελών του πληρώματος σύμφωνα με τους κανονισμούς που ισχύουν στο λιμάνι αυτό.
- (2) Κατά την αποβίβαση στη ξηρά και επιστροφή στο πλοίο, τα πρόσωπα που αναφέρονται στην παράγραφο (1), θα υπόκεινται στο συνοριακό και τελωνειακό έλεγχο που ισχύει στο λιμάνι εκείνο.
- (3) Καθένα Συμβαλλόμενο Μέρος διατηρεί το δικαίωμα άρνησης εισόδου στην επικράτεια του σε πρόσωπο που βρίσκεται πάνω στο πλοίο το οποίο θεωρεί ανεπιθύμητο.

ΑΡΘΡΟ 11

ΔΙΑΚΑΙΩΜΑ ΝΑΥΤΙΚΩΝ ΝΑ ΔΙΕΡΧΟΝΤΑΙ ΩΣ ΠΕΡΑΣΤΙΚΟΙ

- (1) Οι κάτοχοι των εγγράφων ταυτότητας ναυτικού που καθορίζονται στο Άρθρο 9 της παρούσας Συμφωνίας, οι οποίοι είναι υπήκοοι είτε του ενός είτε του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους, επιτρέπεται ως επιβάτες οποιουδήποτε μέσου μεταφοράς να εισέρχονται στην επικράτεια του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους ή να διασχίζουν την επικράτεια του διερχόμενοι, οποτεδήποτε πρόκειται να επιβιβαστούν στα πλοία τους ή να μετακινηθούν σε άλλο πλοίο, καθοδόν για την πατρίδα τους ή για οποιοδήποτε άλλο λόγο, με την έγκριση των αρμόδιων αρχών εκείνου του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους, νοουμένου ότι έχει εκδοθεί οποιαδήποτε αναγκαία θεώρηση σύμφωνα με τους νόμους και κανονισμούς των Συμβαλλόμενων Μερών.
- (2) Σε περίπτωση που ο κάτοχος των εγγράφων ταυτότητας ναυτικών που καθορίζονται στο Άρθρο 9 της παρούσας Συμφωνίας δεν είναι υπήκοος είτε του ενός είτε του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους, οποιαδήποτε θεώρηση που δυνατό να απαιτείται για το σκοπό που αναφέρεται στην παράγραφο (1) του Άρθρου αυτού, σύμφωνα με την εθνική νομοθεσία, θα χορηγείται, νοουμένου ότι η επιστροφή στη χώρα που έχει εκδώσει το έγγραφο ταυτότητας ναυτικού είναι εγγυημένη για τον κάτοχο.

ΑΡΘΡΟ 12 ΤΕΧΝΙΚΗ ΣΥΝΕΡΓΑΣΙΑ

Τα Συμβαλλόμενα Μέρη συμφωνούν να παρέχουν το ένα στο άλλο, εφόσον υφίστανται οι διευκολύνσεις, τεχνική βοήθεια για την ανάπτυξη των εμπορικών στόλων, συμπεριλαμβανομένης και της εκπαίδευσης των ναυτικών. Για το σκοπό αυτό τα Συμβαλλόμενα Μέρη θα ενθαρρύνουν, υποστηρίζουν και διευκολύνουν τη συνεργασία μεταξύ των κατάλληλων εκπαιδευτικών ιδρυμάτων και ναυτιλιακών οργανισμών τους.

ΑΡΘΡΟ 13 ΝΑΥΤΟΛΟΓΗΣΗ ΝΑΥΤΙΚΩΝ

- (1) Για την ασφαλή επάνδρωση των πλοίων του ενός Συμβαλλόμενου Μέρους με προσοντούχο προσωπικό, οι πλοιοκτήτες του μπορούν να προσλάβουν, σύμφωνα με τους νόμους και κανονισμούς του, προσοντούχους υπηκόους του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους. Οι όροι εργοδότησης τέτοιων υπηκόων στα πλοία αυτά, θα εγκρίνονται από τις αρμόδιες αρχές της χώρας των ναυτικών. Σχετικά με αυτό, κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος θα καταβάλλει τις καλύτερες του προσπάθειες για να διασφαλίζει ότι αυτοί οι όροι εργοδότησης τηρούνται.
- (2) Οποιοσδήποτε διαφορές αναφύονται από το σχετικό συμβόλαιο εργοδότησης μεταξύ πλοιοκτήτη του ενός Συμβαλλόμενου Μέρους και ναυτικού του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους θα παραπέμπονται για επίλυση μόνο στην αποκλειστική δικαιοδοσία των αρμόδιων δικαστηρίων ή αρχών είτε του ενός είτε του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους.

ΑΡΘΡΟ 14 ΕΓΚΑΘΙΔΡΥΣΗ ΜΟΝΙΜΩΝ ΝΑΥΤΙΛΙΑΚΩΝ ΕΠΙΧΕΙΡΗΣΕΩΝ ΕΚΠΡΟΣΩΠΗΣΗ

Ναυτιλιακοί οργανισμοί και επιχειρήσεις που είναι εγγεγραμμένες, λειτουργούν και έχουν το εγγεγραμμένο γραφείο τους στην επικράτεια του ενός Συμβαλλόμενου Μέρους, δικαιούνται να εγκαθιστούν μόνιμη εκπροσώπηση στην επικράτεια του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους, σύμφωνα με τους νόμους και κανονισμούς του τελευταίου.

ΑΡΘΡΟ 15 ΠΡΟΣΒΑΣΗ ΑΝΤΙΠΡΟΣΩΠΩΝ ΣΕ ΛΙΜΑΝΙΑ

Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος, σύμφωνα με τους νόμους και κανονισμούς του, θα επιτρέπει σε εξουσιοδοτημένους κυβερνητικούς αντιπροσώπους ή αντιπροσώπους διπλωματικών και προξενικών αποστολών του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους, καθώς επίσης σε αντιπροσώπους ναυτιλιακών επιχειρήσεων που είναι εγγεγραμμένες στην επικράτεια του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους, να εισέρχονται στα λιμάνια του και να επιβιβάζονται στα πλοία του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους, με σκοπό να εκτελούν καθήκοντα που σχετίζονται με τις δραστηριότητες των πλοίων αυτών και των πληρωμάτων τους.

ΑΡΘΡΟ 16
ΝΑΥΤΙΚΑ ΑΤΥΧΗΜΑΤΑ

- (1) Αν ένα πλοίο του ενός Συμβαλλόμενου Μέρους ναυαγήσει, προσαράξει, εξοκειλεί ή υποστεί οποιοδήποτε άλλο ατύχημα ανοικτά των ακτών της επικράτειας του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους, το πλοίο και το φορτίο του θα απολαύουν στην επικράτεια του τελευταίου Μέρους των ίδιων ευεργετημάτων και προνομίων και θα αποδέχονται τις ίδιες ευθύνες με εκείνες που αποδίδονται σε πλοίο εκείνου του Συμβαλλόμενου Μέρους και του φορτίου του σε παρόμοια περίπτωση . Στο πλήρωμα και στους επιβάτες καθώς και στο ίδιο το πλοίο και στο φορτίο του θα χορηγείται οποτεδήποτε, βοήθεια και αρωγή στην ίδια έκταση όπως στην περίπτωση εθνικού πλοίου.
- (2) Το φορτίο, ο εξοπλισμός, τα εξαρτήματα, οι προμήθειες ή άλλα αντικείμενα που έχουν διασωθεί από ένα πλοίο που υπέστη ατύχημα που αναφέρεται στην παράγραφο (1) του Άρθρου αυτού, δε θα υπόκεινται σε τελωνειακούς δασμούς, εκτός εάν παραδίδονται για χρήση ή κατανάλωση στην επικράτεια του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους.
- (3) Τίποτε στις πρόνοιες της παραγράφου (2) του Άρθρου αυτού δε θα ερμηνεύεται έτσι ώστε να αποκλείει την εφαρμογή των νόμων και κανονισμών των Συμβαλλόμενων Μερών σχετικά με την προσωρινή αποθήκευση των εμπορευμάτων.
- (4) Τίποτε στο Άρθρο αυτό δε θα επηρεάσει οποιαδήποτε απαίτηση για διάσωση σχετικά με οποιαδήποτε βοήθεια ή αρωγή που δίνεται σε πλοίο και στο φορτίο του.
- (5) Οι αρμόδιες αρχές του ενός Συμβαλλόμενου Μέρους, στην επικράτεια του οποίου το πλοίο του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους έχει υποστεί ατύχημα, όπως περιγράφεται στην παράγραφο (1), θα ειδοποιούν αμέσως τον πλησιέστερο προξενικό αντιπρόσωπο του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους για το συμβάν και θα διεξάγουν έρευνα για την αιτία του ατυχήματος ή θα παρέχουν κάθε δυνατή βοήθεια για τη διεξαγωγή τέτοιας έρευνας.

ΑΡΘΡΟ 17
ΚΛΕΙΣΤΑ ΛΙΜΑΝΙΑ

Ανεξάρτητα από τις πρόνοιες της παρούσας Συμφωνίας, πλοία και σκάφη αναγκυής που αποτελούν ιδιοκτησία ή τελούν υπό τη διαχείριση ή ναύλωση ναυτιλιακής επιχείρησης του ενός Συμβαλλόμενου Μέρους δε θα εισέρχονται σε λιμάνι του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους το οποίο έχει κηρυχθεί κλειστό στη διεθνή ναυτιλία από το τελευταίο Συμβαλλόμενο Μέρος.

ΑΡΘΡΟ 18
ΔΙΚΑΙΟΔΟΣΙΑ ΣΕ ΘΕΜΑΤΑ ΠΛΗΡΩΜΑΤΩΝ

(1) Οι δικαστικές αρχές του ενός Συμβαλλόμενου Μέρους δε θα ασκήσουν δικαιοδοσία σε αστικές υποθέσεις σε σχέση με οποιοδήποτε μέλος του πληρώματος πλοίου του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους, εκτός αν έχει δοθεί η έγκριση του πλοιάρχου του πλοίου, ή αρμόδιου διπλωματικού ή προξενικού αξιωματούχου αυτού του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους.

(2) Σε περίπτωση που μέλος του πληρώματος πλοίου του ενός Συμβαλλόμενου Μέρους διαπράττει επί του πλοίου αδίκημα ενόσω το πλοίο βρίσκεται στα χωρικά ύδατα του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους, οι αρμόδιες αρχές αυτού του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους δε θα ασκήσουν ποινική δικαιοδοσία εναντίον αυτού χωρίς την έγκριση του πλοιάρχου του πλοίου, ή αρμόδιου διπλωματικού ή προξενικού αξιωματούχου του πρώτου Συμβαλλόμενου Μέρους εκτός εάν:

(α) οι συνέπειες του αδικήματος επεκτείνονται στην επικράτεια του Κράτους στο οποίο βρίσκεται το πλοίο ή

(β) το αδίκημα διαταράσσει τη δημόσια τάξη εκείνου του Κράτους ή την ασφάλεια του ή

(γ) το αδίκημα διαπράττεται από υπήκοο ή εναντίον υπηκόου αυτού του Κράτους ή

(δ) το αδίκημα διαπράττεται εναντίον προσώπου το οποίο δεν είναι μέλος του πληρώματος του πλοίου στο οποίο διαπράχθηκε το αδίκημα ή

(ε) η έναρξη ποινικών διαδικασιών είναι απαραίτητη για την καταστολή της διακίνησης ναρκωτικών.

(3) Η αιτία και το αποτέλεσμα οποιασδήποτε έρευνας/ διαδικασίας, που έχει αρχίσει δυνάμει των εδαφίων (α) μέχρι (γ) της παραγράφου (2) του Άρθρου αυτού θα κοινοποιείται στις αρμόδιες αρχές του Συμβαλλόμενου Μέρους που το αφορά, μέσω του διπλωματικού ή προξενικού αξιωματούχου του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους.

(4) Οι πρόνοιες της παραγράφου (2) αυτού του Άρθρου δε θα επηρεάζουν τα δικαιώματα των αρμόδιων αρχών των Συμβαλλόμενων Μερών σε όλα τα θέματα που αφορούν την εφαρμογή των σχετικών νόμων και κανονισμών αυτών, ειδικότερα αυτά που έχουν σχέση με την είσοδο αλλοδαπών τα τελωνεία, τη δημόσια υγεία και άλλα μέτρα ελέγχου σε σχέση με την ασφάλεια των πλοίων και λιμένων, την προστασία της ανθρώπινης ζωής και την ασφάλεια αγαθών.

ΑΡΘΡΟ 19
ΔΙΕΘΝΕΙΣ ΥΠΟΧΡΕΩΣΕΙΣ

(1) Οι πρόνοιες της παρούσας Συμφωνίας δεν επηρεάζουν τα δικαιώματα και τις υποχρεώσεις των Συμβαλλόμενων Μερών που απορρέουν από τις διεθνείς ναυτιλιακές συμβάσεις που δεσμεύουν αμφότερα τα Συμβαλλόμενα Μέρη ή τη συμμετοχή τους σε διεθνείς οργανισμούς, ειδικότερα σε οργανισμούς περιφερειακής οικονομικής ενοποίησης.

(2) Εκτός αν προνοείται διαφορετικά στην παρούσα Συμφωνία, θα εφαρμόζονται οι νόμοι και κανονισμοί του κάθε Συμβαλλόμενου Μέρους.

ΑΡΘΡΟ 20
ΚΟΙΝΗ ΝΑΥΤΙΛΙΑΚΗ ΕΠΙΤΡΟΠΗ

(1) Για το σκοπό της διασφάλισης της αποτελεσματικής εφαρμογής της παρούσας Συμφωνίας, εγκαθιδρύεται Κοινή Ναυτιλιακή Επιτροπή αποτελούμενη από αντιπροσώπους των διοικήσεων και εμπειρογνώμονες που θα διορίσουν οι αρμόδιες αρχές των Συμβαλλόμενων Μερών.

(2) Η Επιτροπή αυτή θα εξετάζει θέματα αμοιβαίου ενδιαφέροντος στον τομέα της ναυτιλίας και θα ασχολείται με οποιοδήποτε επίμονο πρόβλημα το οποίο μπορεί να προκύψει κατά τη διάρκεια εφαρμογής της παρούσας Συμφωνίας.

(3) Η Επιτροπή θα συνέρχεται μετά από αίτηση είτε του ενός είτε του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους.

ΑΡΘΡΟ 21
ΕΠΙΛΥΣΗ ΔΙΑΦΟΡΩΝ

(1) Οποιοσδήποτε διαφορές στην ερμηνεία και/ ή στην εφαρμογή της παρούσας Συμφωνίας θα επιλύονται με απευθείας διαπραγματεύσεις μεταξύ των αρμόδιων αρχών των Συμβαλλόμενων Μερών.

(2) Σε περίπτωση που αυτές οι αρχές δεν επιτύχουν συμφωνία, οι διαφορές θα επιλύονται μέσω της διπλωματικής οδού.

ΑΡΘΡΟ 22
ΕΝΑΡΞΗ ΙΣΧΥΟΣ

(1) Η παρούσα Συμφωνία θα τεθεί σε ισχύ τριάντα (30) μέρες μετά τη λήψη της τελευταίας γνωστοποίησης μέσω της διπλωματικής οδού, που θα δηλώνει την επικύρωση της Συμφωνίας σύμφωνα με τις εθνικές νομικές απαιτήσεις και διαδικασίες του κάθε Συμβαλλόμενου Μέρους.


- (2) Η παρούσα Συμφωνία συνομολογείται για απεριόριστη χρονική περίοδο και μπορεί να καταγγελθεί από οποιοδήποτε Συμβαλλόμενο Μέρος με την υποβολή γραπτής γνωστοποίησης στο άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος, μέσω της διπλωματικής οδού. Η καταγγελία θα ισχύει έξι (6) μήνες μετά την ημερομηνία λήψης τέτοιας γνωστοποίησης από το άλλο Συμβαλλόμενο Μέρος.

ΑΡΘΡΟ 23 ΤΡΟΠΟΠΟΙΗΣΕΙΣ

Οποιαδήποτε αλλαγή ή τροποποίηση της παρούσας Συμφωνίας θα συμφωνείται γραπτώς μεταξύ των Συμβαλλόμενων Μερών και θα τίθεται σε ισχύ ακολουθώντας την ίδια διαδικασία όπως αυτή περιγράφεται στο Άρθρο 22.

Προς μαρτυρία των ανωτέρω, οι πιο κάτω υπογράφωντες, δεόντως εξουσιοδοτημένοι για τον σκοπό αυτό, έχουν υπογράψει τη Συμφωνία αυτή.

Έγινε στη Λευκωσία την 13^η μέρα του Ιανουαρίου 2010, η οποία αντιστοιχεί στην 27^η μέρα του μηνός Τεβέτ του έτους 5770 κατά το εβραϊκό ημερολόγιο σε δύο πρωτότυπα στην, ελληνική, εβραϊκή και αγγλική γλώσσα, όλα τα κείμενα είναι εξίσου αυθεντικά. Σε περίπτωση οποιασδήποτε διαφωνίας στην ερμηνεία, το αγγλικό κείμενο θα υπερισχύει.



**ΓΙΑ ΤΗΝ ΚΥΒΕΡΝΗΣΗ
ΤΗΣ ΚΥΠΡΙΑΚΗΣ
ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ**



**ΓΙΑ ΤΗΝ ΚΥΒΕΡΝΗΣΗ
ΤΟΥ ΚΡΑΤΟΥΣ ΤΟΥ ΙΣΡΑΗΛ**

נעשה בניקוסיה ביום כ"ז בטבת התש"ע לפי הלווח העברי, שהוא יום ה-13 בינואר 2010, בשני עותקים, בשפות יוונית, עברית ואנגלית, ולכל הנוסחים דין מקור שווה. במקרה של הבדלי פרשנות, יכריע הנוסח האנגלי.



בשם ממשלת
מדינת ישראל



בשם ממשלת
הרפובליקה של קפריסין

- (1) למטרות הבטחת היישום היעיל של הסכם זה, מוקמת ועדה ימית משותפת המורכבת מנציגי המינהלים וממומחים שימנו הצדדים המתקשרים.
- (2) הוועדה תדון בנושאים שיש בהם עניין הדדי בתחום הספנות ותטפל בכל בעיה העשויה להתעורר במהלך יישום הסכם זה.
- (3) ניתן לזמן מפגש של ועדה זו לבקשת צד מתקשר.

סעיף 21 **יישוב מחלוקות**

- (1) כל מחלוקת המתעוררת מפרשנותו ו/או מיישומו של הסכם זה תיושב במשא-ומתן ישיר בין הרשויות המוסמכות של הצדדים המתקשרים.
- (2) במקרה שרשויות אלה אינן מגיעות להסכם, תיושב המחלוקת בצינורות הדיפלומטיים.

סעיף 22 **כניסה לתוקף**

- (1) הסכם זה ייכנס לתוקף שלושים (30) ימים אחרי קבלת ההודעה האחרונה בצינורות הדיפלומטיים המעידה על אשורו בהתאם לדרישות החוקיות הלאומיות ולנהלים הלאומיים של כל צד מתקשר.
- (2) הסכם זה נעשה לפרק זמן בלתי מוגבל וכל צד מתקשר רשאי להסתלק ממנו במתן הודעה בכתב לצד המתקשר האחר בצינורות הדיפלומטיים. ההסתלקות תיכנס לתוקף שישה (6) חודשים אחרי תאריך קבלת ההודעה האמורה ע"י אותו צד מתקשר.

סעיף 23 **תיקונים**

- על כל שינוי או תיקון להסכם זה יוסכם בכתב בין הצדדים המתקשרים והוא ייכנס לתוקף בהתאם לנוהל המתואר בסעיף 22.

ולראיה החתומים מטה, שהוסמכו לכך כדין איש ע"י ממשלתו, חתמו על הסכם זה.

על אך הוראות הסכם זה, כלי שיט וכלי שיט לנופש השייכים או מופעלים או חכורים ע"י מיזם ספנות של צד מתקשר אחד, לא ייכנסו לנמל של הצד המתקשר האחר אשר נסגר לספנות בינלאומית ע"י הצד המתקשר האחרון.

סעיף 18

סמכות שיפוט על אנשי צוות

(1) הרשויות השיפוטיות של צד מתקשר אחד לא יממשו סמכות שיפוט על תביעות אזרחיות המתייחסות לאיש צוות של כלי שיט של הצד המתקשר האחר, אלא אם כן ניתנה הסכמתו של רב החובלים, או של פקיד דיפלומטי או קונסולרי מוסמך של אותו צד מתקשר אחר.

(2) מקום שאיש צוות של כלי שיט של צד מתקשר אחד ביצע על כלי השיט האמור פשע בהיותו במים הטריטוריאליים של הצד המתקשר האחר, הרשויות המתאימות של אותו צד מתקשר אחר לא יממשו נגדו סמכות שיפוט פלילית ללא הסכמתו של רב החובלים או של פקיד דיפלומטי או קונסולרי מוסמך של הצד המתקשר הראשון, אלא אם כן:

(א) השלכות הפשע חלות על שטח המדינה שבנה כלי שיט שוהה; או

(ב) הפשע מפריע לסדר הציבורי באותה מדינה או לביטחונה; או

(ג) הפשע בוצע ע"י אזרח של אותה מדינה או נגדו; או

(ד) העבירה בוצעה נגד אדם שאינו איש הצוות של כלי השיט שעליו בוצע הפשע; או

(ה) הפתיחה בהליכים פליליים חיונית לדיכוי סחר בסמים.

(3) הגורם והתוצאה של כל חקירה/הליך, שנפתחו לפי תת-ס"ק (א) עד (ג) לס"ק (2) לסעיף זה, יועברו לידיעת הרשויות המוסמכות של הצד המתקשר הנוגע בדבר, באמצעות הפקיד הדיפלומטי או הקונסולרי של הצד האחר.

(4) הוראות ס"ק (2) לסעיף זה לא יפגעו בזכות הרשויות המוסמכות של הצדדים המתקשרים בכל העניינים הנוגעים לאכיפת החוקים והתקנות הנוגעים בדבר שלהן, בעיקר אלה המתייחסים לכניסת אזרחי חוץ, למס, לבריאות הציבור ולאמצעי פיקוח אחרים על בטיחותם של כלי שיט ונמלים, ההגנה על חיי אדם וביטחון הטובין.

סעיף 19

התחייבויות בינלאומיות

(1) הוראות הסכם זה לא ישפיעו על זכויותיהם והתחייבויותיהם של הצדדים המתקשרים הנובעות מאמנות ימיות בינלאומיות המחייבות את שני הצדדים ומחברותם בארגונים בינלאומיים, בעיקר ארגונים בינלאומיים לאינטגרציה כלכלית.

(2) אם אין הוראות אחרות בהסכם זה, יוחלו החוקים והתקנות של כל אחד מהצדדים המתקשרים.

סעיף 20

רעדה ימית משותפת

סעיף 14**כינון נציגויות קבועות של מיזמי ספנות**

ארגוני ומיזמי ספנות הפועלים והמחזיקים את המשרד הרשום שלהם בשטחו של צד מתקשר אחד יהיו זכאים לכוון נציגות קבועה בשטחו של הצד המתקשר האחר בהתאם לחוקיו ולתקנותיו של האחרון.

סעיף 15**גישה לנציגים בנמלים**

כל צד מתקשר, בהתאם לחוקיו ולתקנותיו, יתיר לנציגי ממשלה מוסמכים, לנציגויות דיפלומטיות או קונסולריות של הצד האחר, וכן לנציגים של מיזמי ספנות הרשומים בשטח הצד המתקשר האחר להיכנס לנמלים ולעלות לכלי שיט של הצד המתקשר האחר על מנת לבצע תפקידים הקשורים לפעילויותיהם של כלי שיט אלה או צוותיהם.

סעיף 16**נפגעים בים**

(1) אם כלי שיט של צד מתקשר אחד נטרף, עולה על שרטון, נסחף לחוף, או נפגע בדרך אחרת כלשהי ליד חופי שטחו של הצד המתקשר האחר, כלי השיט ומטענו ייהנו בשטחו של הצד המתקשר האחרון מאותן הטבות וזכויות יתר ויקבלו אותן חובות כמו כלי שיט ומטענו של אותו צד מתקשר בנסיבות דומות. הצוות והנוסעים וכן כלי השיט עצמו ומטענו יקבלו בכל עת עזרה וסיוע באותה מידה כמו במקרה של כלי שיט לאומי.

(2) המטען, הציוד, האבזרים, הצידה או כל פריט אחר שחולץ מכלי שיט שנפגע הנזכר בס"ק (1) לסעיף זה, לא יהיו חייבים במכסים, אלא אם כן הם נמסרים לשימוש או לצריכה בשטח הצד המתקשר האחר.

(3) אין בהוראות ס"ק (2) לסעיף זה דבר שיתפרש כמונע את החלת החוקים והתקנות של הצדדים המתקשרים ביחס לאחסנה זמנית של טובין.

(4) אין בסעיף זה דבר שיפגע בתביעה כלשהי לזכות דמי חילוץ בזיקה לעזרה או לסיוע שניתנו לכלי שיט ולמטענו.

(5) הרשות המוסמכת של צד מתקשר אחד, שבשטחו כלי שיט של הצד המתקשר האחר נפגע, כמתואר בס"ק (1), תודיע מיד על האירוע לנציג הקונסולרי הקרוב ביותר של הצד המתקשר האחר, ותחקור חקירה לגילוי הגורם לפגיעה או תעניק כל סיוע אפשרי לעריכת חקירה כאמור.

סעיף 17**נמלים סגורים**

(1) בתקופת שהותו של כלי שיט של צד מתקשר אחד בנמל של הצד המתקשר האחר, לכל איש צוות של אותו כלי שיט תותר חופשת חוף בשטח הרשות העירונית שהנמל שייך לה, וכן בשטחי הרשויות העירוניות הסמוכות, ללא צורך באשרה, ובלבד שאותו אדם יוכל להציג מסמך מזהה מתאים הנזכר בסעיף 9 להסכם זה. אולם חופשה כאמור תהיה מותרת רק אם רב החובלים הגיש לרשויות המתאימות בנמל רשימת אנשי צוות שבה מופיעים אנשי הצוות, בהתאם לתקנות שבתוקף באותו נמל.

(2) בעת הנחיתה והחזרה לכלי השיט, בני האדם הנזכרים בס"ק (1) כפופים לביקורת גבולות ומכס שבתוקף באותו נמל.

(3) כל אחד מהצדדים המתקשרים שומר על הזכות למנוע כניסה לשטחו מבני אדם על האניה הנראים לו בלתי רצויים.

סעיף 11

זכותם של יורדי ים למעבר

(1) המחזיקים במסמכים המזהים של ימאי המפורטים בסעיף 9 להסכם זה, שהם אזרחי צד מתקשר, יתקבלו כנוסעים בכל אמצעי תחבורה לכניסה לשטח הצד האחר או לעבור בשטחו במעבר בכל עת שהם בדרכם לכלי השיט שלהם אן עוברים לכלי שיט אחר, בדרכם לארצם או בדרכם לכל מטרה אחרת בהסכמת הרשויות המוסמכות של הצד המתקשר האחר, ובלבד שהאשרה הדרושה הונפקה בהתאם לחוקים ולתקנות של הצד המתקשר הנוגע בדבר.

(2) במקרה שהמחזיק במסמכים המזהים של ימאי המפורטים בסעיף 9 להסכם זה אינו אזרח של צד מתקשר, כל אשרה העשויה להידרש למטרות הנזכרות בס"ק (1) לסעיף זה, בהתאם לחקיקה הלאומית, יש להנפיקה ובלבד שהחזרה למדינה שהנפיקה את מסמך הנסיעה של הימאי מובטחת למחזיק.

סעיף 12

שיתוף פעולה טכני

הצדדים המתקשרים מסכימים להעניק זה לזה, אם המתקנים זמינים, סיוע טכני לפיתוח ציי הסוחר שלהם, כולל הכשרת ימאים. למטרה זו, הצדדים המתקשרים יעודדו, יתמכו ויקדמו שיתוף פעולה בין מוסדות ההכשרה והארגונים הימיים המתאימים שלהם.

סעיף 13

העסקת יורדי ים

(1) לאיוש הבטוח של כלי שיט של צד מתקשר אחד בכוח אדם מוכשר, בעלי אוניות של אותו צד מתקשר רשאים להעסיק, בהתאם לחוקים ולתקנות הנוגעים בדבר שלו, אזרחים בעלי כישורים של הצד המתקשר האחר. תנאי ההעסקה של אזרחים כאמור על כלי שיט אלה יאושרו ע"י הרשויות המתאימות של מדינתו של יורד הים. בהקשר זה שתי המדינות תעשינה כמיטב מאמציהן כדי להבטיח ציות לתנאי תעסוקה אלה.

(2) כל מחלוקת הנובעת מחוזה ההעסקה בין בעל אניה של צד מתקשר אחד לבין ימאי של הצד המתקשר האחר, תופנה ליישוב אך ורק בסמכות השיפוט הבלעדית של בתי המשפט המוסמכים או הרשויות המתאימות של צד מתקשר.

(ג) שיפיעו על הדינים והתקנות הלאומיים של צד מתקשר ביחס לכניסה ולשהייה של אזרחי חוץ.

סעיף 7

הקלה על התחבורה הימית

הצדדים המתקשרים יאמצו, במסגרת מגבלות החוקים והתקנות של כל אחד מהם, את כל האמצעים הנאותים לצמצום עיכובים מיותרים לכלי שיט שנמליהם ולפישוט, במידת האפשר, של ביצוע נהלי המינהל, המכס והתברואה החלים שנמלים האלה.

סעיף 8

מסמכי כלי שיט

- (1) כל צד מתקשר יכיר בלאומיותו של כלי שיט של הצד המתקשר האחר על בסיס המסמכים שעל סיפון אותו כלי שיט שהנפיקה הרשות המוסמכת של אותו צד מתקשר בהתאם לחוקיה ולתקנותיה.
- (2) מסמכי כלי השיט שעל הסיפון, כולל מסמכים המתייחסים למעמס ולצוות, המונפקים או מוכרים ע"י הרשות המוסמכת של צד מתקשר אחד יתקבלו ע"י הרשויות המתאימות של הצד המתקשר האחר.

סעיף 9

הכרה במסמכים מזהים של יורדי ים

- (1) כל אחד מהצדדים המתקשרים יכיר במסמכים המזהים שהנפיקו הרשויות המתאימות של הצד המתקשר האחר לאנשי הצוות שהם אזרחי אותו צד מתקשר ויעניקו למחזיקים במסמכים כאמור את הזכויות שלפי הוראות סעיפים 10 ו-11 להסכם זה בהתאם לתנאים המפורטים בהם.
- (2) מסמכים מזהים אלה הם:

(א) ברפובליקה של קפריסין: הדרכון והתעודה המזהה ופנקס השירות בים של יורד הים שהנפיקו הרשויות המתאימות של הרפובליקה של קפריסין; וכן

במדינת ישראל: הדרכון ופנקס הימאי שהנפיקו הרשויות המתאימות של מדינת ישראל.

(ב) הוראות סעיפים 10 ו-11 להסכם זה יחולו גם על כל אדם שאינו אזרח קפריסאי או ישראלי אבל מחזיק במסמכים מזהים המתאימים להוראות האמנה בדבר קידום התחבורה הימית הבינלאומית, 1965. מסמכים מזהים כאמור חייבים להיות מונפקים ע"י מדינה שהיא צד לאמנה הנוגעת בדבר וכניסתו מחדש של הנושא לאותה מדינה מובטחת.

(ג) הוראות סעיפים 10 ו-11 להסכם זה יחולו, במידת האפשר, על כל אדם המועסק כאיש צוות בכלי שיט של צד מתקשר, שאינו אזרח קפריסאי או ישראלי ומחזיק במסמך מזהה שאינו זה הנזכר בס"ק (2) (א) לסעיף זה.

סעיף 10

זכותם של יורדי ים לחופשת חוף

(2) במקרה של החלפת רשות מהרשויות המוסמכות הנזכרות בסעיף זה, שם הרשות החדשה יועבר לצד המתקשר האחר בצינורות דיפלומטיים.

סעיף 4 שיתוף פעולה

הצדדים המתקשרים מסכימים לשתף פעולה על בסיס זכויות שוות, הדדיות, תועלת הדדית ועקרון חופש השיט על מנת לפתח את היחסים ביניהן.

סעיף 5 תחומי שיתוף פעולה

(1) הצדדים המתקשרים מסכימים:

- (א) לקדם השתתפות של כלי השיט שלהם בהובלת טובין בין מדינותיהם;
 - (ב) לשתף פעולה בסילוק כל מכשול העשוי להפריע לפיתוח הסחר הימי בין מדינותיהם;
 - (ג) למטרות ניצול יעיל של כלי השיט שלהם, לעודד את השתתפות כלי השיט שלהם, במידת האפשר, בהובלת טובין בין מדינותיהם ואל מדינות שלישיות ומהן;
 - (ד) לשתף פעולה בהעסקה, בשיפור תנאי העבודה וברוחה של הימאים שלהם המועסקים בכלי השיט של כל אחד מהם.
- (2) הוראות סעיף זה לא ישפיעו על השתתפות כלי שיט של מדינות שלישיות בסחר הימי בין נמלי הצדדים המתקשרים.
- (3) בהתאם לסעיף זה מיזמי הספנות של צד מתקשר רשאים להסכים להפעיל בנפרד או במשותף שירותי אוניות נוסעים וכן לעשות הסכמים בעניינים טכניים ומסחריים הקשורים לספנות.

סעיף 6 היחס לכלי שיט בנמלים

(1) כל צד מתקשר יעניק לכלי שיט של הצד המתקשר האחר יחס זהה לזה שהוא מעניק לכלי השיט שלו העוסקים בהפלגות בינלאומיות בזיקה לגישה חופשית לנמליו, לשימוש בנמליו להעמסה ופריקה של מטענים, להעלאה ולהורדה של נוסעים, לתשלום היטלים, בהתאם לדינים ולתקנות הלאומיים שלו, ולביצוע פעילויות מסחריות, ולשימוש בשירותים הקשורים לשיט.

(2) הוראות ס"ק (1) לסעיף זה לא:

- (א) יחולו על פעילויות השמורות ע"י כל אחד מהצדדים המתקשרים לארגונים או למיזמים שלו, כולל בעיקר ספנות חופית;
- (ב) יחייבו צד מתקשר להעניק לכלי שיט של הצד המתקשר האחר פטורים מחובת דרישות ניתוב המוענקים לכלי השיט שלה;

ממשלת הרפובליקה של קפריסין וממשלת מדינת ישראל (להלן כל אחת בנפרד "הצד המתקשר" ובמשותף "הצדדים המתקשרים");

בשאיפתן להדק את קשרי הידידות הקיימים בין שתי המדינות ולהעצים את קשרי הכלכלה ביניהן;

במגמה לפתח ולקדם שיתוף פעולה בין הצדדים המתקשרים בתחום ספנות הסוחר על בסיס של תועלת הדדית בהתאם לצרכים וליעדי הפיתוח הכלכלי של כל אחת מהן;

הסכימו לאמור:

סעיף 1

הגדרות

למטרות הסכם זה:

(א) המונח "כלי שיט" יהיה פירושו כל כלי שיט סוחר הרשום בשטח והמניף את הדגל הלאומי של צד מתקשר בהתאם לחוקיו ולתקנותיו. מונח זה יכלול גם אוניות סוחר שאינן מניפות את דגלו של צד מתקשר אבל מפורטות ע"י שני הצדדים המתקשרים כמופעלות או מנוהלות ע"י מיזמי ספנות שבניהולם הממשי. הגדרה זו לא כוללת אוניות מלחמה, אוניות עזר למלחמה, כלי שיט לדיג וכלי שיט אחרים המשמשים או מיועדים למטרות שאינן מסחריות;

(ב) המונח "צוות" יהיה פירושו כל בני האדם, כולל רב החובלים המועסק בפועל לפי חוזה בתפקידים על סיפון כלי שיט במהלך הפלגה וכולל ברשימת הצוות;

(ג) המונח "נמלים של צדדים מתקשרים" יהיה פירושו נמלים כולל מקשר ימי, בשטח מדינתו של צד מתקשר המאושרים ופתוחים לספנות סוחר בינלאומית.

(ד) המונח "מיזם ספנות" יהיה פירושו יישות משפטית הרשומה בשטח צד מתקשר בהתאם לדיניו ותקנותיו, ומקום השליטה והניהול בפועל שלה נמצאים במדינתו של אותו צד מתקשר ו/או חברות הבת שלו רשומות במדינות אחרות, המפעילה כלי שיט העוסקים בהובלה ימית בינלאומית.

סעיף 2

היקף ההחלה

הסכם זה יחול בשטח הרפובליקה של קפריסין ובשטח מדינת ישראל כמוגדר בחוקיה של כל אחת מהן.

סעיף 3

רשויות מוסמכות

(1) הרשויות המוסמכות ליישום הסכם זה הן:

במקרה של הרפובליקה של קפריסין:
משרד התקשורת והעבודות;

במקרה של מדינת ישראל:
משרד התחבורה והבטיחות בדרכים - רשות הספנות והנמלים.

[HEBREW TEXT – TEXTE HÉBREU]

הסכם

בין

ממשלת הרפובליקה של קפריסין

לבין

ממשלת מדינת ישראל

בדבר

ספנות סוחר